

## Au terme du Dialogue national Du CES au CESE

J.K.M.  
Libreville/Gabon

**A l'issue du processus de mise en œuvre des Actes du Dialogue national inclusif et sans tabou, le Conseil économique et social devrait changer de dénomination.**

"LE Conseil économique, social et environnemental" (CESE), telle pourrait être la nouvelle dénomination du Conseil économique et social à l'issue du processus de mise en œuvre des Actes du Dialogue politique.

Dans tous les cas, les participants à ces assises, qui se sont tenues du 12 avril au 26 mai 2017 au stade d'Angondjé, dans la commune d'Akanda, au nord de Libreville, ont jugé utile d'ajouter la dimension environnementale à l'une des plus vieilles institutions de notre pays. S'appuyant ainsi sur les



Photo : Bando

Une phase des travaux de la phase politique.

propositions formulées par la majorité des participants à la phase citoyenne et par la présidente du Conseil économique et social, Georgette Koko, à l'ouverture des travaux de la phase politique.

Cette adjonction ne constitue pas, à proprement parler, un fait nouveau. Car, au regard des dispositions de l'article 103 alinéa 5 de la Constitution, sous réserve des dispositions des articles 8, alinéa 3, 28 alinéa 1

et 53, le CES "a compétence sur tous les aspects de développement économique, social, culturel et la politique de l'environnement". Pour autant, selon certains experts, cela ne signifie pas qu'il est obligatoirement consulté ou chargé de donner son avis sur "les questions à caractère économique, social ou culturel". D'autant plus que, selon eux, à l'examen des dispositions actuelles de la Loi fondamentale, le CES



Photo : Aristide Moussavou

Le siège du CES.

"est obligatoirement consulté sur tout projet de plan ou tout projet de programme à caractère économique, social ou culturel, ainsi que sur toutes dispositions législatives à caractère fiscal, économique, social ou culturel". Il émet également des avis sur toutes ses problématiques.

C'est dire que, si l'on s'en tient à leur développement, tout l'intérêt de l'adjonction de la dimension environnementale résiderait

dans le fait que cette institution élargirait désormais ses compétences aux thématiques de la protection de l'environnement. Ce qui, a priori, ne devrait avoir aucune incidence sur la durée des mandats et le nombre des conseillers économiques et sociaux. Mais qui devrait se traduire par une plus grande et plus large implication de cette institution dans toutes les problématiques liées à la préservation de la nature.

Ce ne pourrait être qu'un avantage, vu que "cette institution est considérée comme étant une courroie de transmission entre les gouvernants et la société civile".

C'est dire que le CESE devrait symboliser l'engagement véritable de toutes les composantes de la société gabonaise à œuvrer à la protection de l'environnement. Et cela, dans la droite ligne des engagements des plus hautes autorités de la République. Lesquelles n'ont de cesse de réaffirmer leur détermination à faire de notre pays un pionnier du continent en matière d'écologie et de développement durable.

Pour preuve, dernier fait en date : le projet de création de 20 aires marines protégées, annoncé par le président de la République, Ali Bongo Ondimba, à l'occasion de la Conférence des Nations unies sur les Océans qui s'est tenue récemment à New York (USA).

## Opposition/Démocratie nouvelle (DN)

### L'occupation du terrain comme prochain cap

C. O.  
Libreville/Gabon

**Une réunion rassemblant plusieurs cadres de Démocratie nouvelle (DN) et les responsables des associations qui soutiennent ledit parti politique a récemment eu lieu au domicile de son secrétaire national en charge des Elections et des Affaires juridiques, Jean-Pierre Mintsa. L'objectif visé par cette mobilisation à venir : préparer les prochaines échéances électorales.**

PLUSIEURS cadres de Démocratie nouvelle (DN), parti politique se réclamant de l'opposition, et certaines associations qui se reconnaissent dans la ligne politique dudit parti, étaient en réunion récemment à la résidence de Jean-Pierre Mintsa, le secrétaire national de DN en charge des Elections et des Affaires juridiques. Il s'agit de : "Akap" (générosité) basée dans le Woleu-Ntem et présidée par Germaine Oye Mba ; "Gabon horizon 2025", basée dans la Ngounié et présidée par Gaël Bouka Mbina ; ainsi que l'association "Mouvement des intérêts du Woleu-Ntem (MIWN), dont Thierry Nguema est le président et qui est implantée dans l'Estuaire. Selon ses initiateurs, cette réunion s'inscrit dans la logique de DN d'investir le terrain très prochainement, ainsi que sa volonté d'encadrer les associations

qui soutiennent sa politique. Le but étant d'implanter ses structures de base sur tout le territoire national, avec pour principale ambition, à ce jour, d'avoir un maximum d'élus aux prochaines élections législatives et locales.

«Vous savez que Démocratie nouvelle est un jeune parti qui aspire à une dimension nationale», a rappelé Jean-Pierre Mintsa. Et pour ce faire, il précise que leur mission dans les tout prochains jours est d'implanter sa formation politique qui se réclame de l'opposition, dans tous les recoins du pays. «Mais cela se fera avant d'aller sur le terrain, et avant la tenue du prochain congrès dont la date n'a pas encore été fixée», a-t-il souligné. Non sans appeler les cadres de son parti à débiter la structuration des associations qui peuvent les accompagner lors des prochaines échéances électorales.

Une stratégie qui, aux yeux de la hiérarchie de Démocratie nouvelle et ses alliés, pourrait leur permettre d'atteindre le principal objectif de tout parti politique : exercer le pouvoir. Ce qu'ils entendent faire par des voies démocratiques. Aujourd'hui, les cadres de ce parti de l'opposition présidé par René Ndemézo' Obiang, se disent prêts, au regard de la mobilisation de leurs troupes, à affronter le terrain et installer leurs cellules de base sur toute l'étendue du territoire. «Nous n'attendons plus que le top de la hiérar-



Photo : Chris Oyame

Quelques responsables locaux de DN pendant la réunion.

chie pour investir toutes les zones du Gabon, en mettant



Photo : Chris Oyame

Les militants de DN, après la réunion au domicile de Jean Pierre Mintsa, à côté du palais de justice de Libreville.

en place des cellules locales afin de remporter les prochaines élections législatives et locales», ont affirmé les cadres de DN et ses associations affiliées.

# TOUT EN UN AVEC XEROX

IMPRIMER, ARCHIVER, NUMÉRISER  
ET PARTAGER VOS DOCUMENTS  
SUR LE CLOUD EN UN SEUL CLIC

927433 - Libreville - Tél : (+241) 01 79 26 86 / 01 79 26 85 / 01 79 26 83 / 01 79 26 82 / 01 79 26 81 / 01 79 26 80 / 01 79 26 79 / 01 79 26 78 / 01 79 26 77 / 01 79 26 76 / 01 79 26 75 / 01 79 26 74 / 01 79 26 73 / 01 79 26 72 / 01 79 26 71 / 01 79 26 70 / 01 79 26 69 / 01 79 26 68 / 01 79 26 67 / 01 79 26 66 / 01 79 26 65 / 01 79 26 64 / 01 79 26 63 / 01 79 26 62 / 01 79 26 61 / 01 79 26 60 / 01 79 26 59 / 01 79 26 58 / 01 79 26 57 / 01 79 26 56 / 01 79 26 55 / 01 79 26 54 / 01 79 26 53 / 01 79 26 52 / 01 79 26 51 / 01 79 26 50 / 01 79 26 49 / 01 79 26 48 / 01 79 26 47 / 01 79 26 46 / 01 79 26 45 / 01 79 26 44 / 01 79 26 43 / 01 79 26 42 / 01 79 26 41 / 01 79 26 40 / 01 79 26 39 / 01 79 26 38 / 01 79 26 37 / 01 79 26 36 / 01 79 26 35 / 01 79 26 34 / 01 79 26 33 / 01 79 26 32 / 01 79 26 31 / 01 79 26 30 / 01 79 26 29 / 01 79 26 28 / 01 79 26 27 / 01 79 26 26 / 01 79 26 25 / 01 79 26 24 / 01 79 26 23 / 01 79 26 22 / 01 79 26 21 / 01 79 26 20 / 01 79 26 19 / 01 79 26 18 / 01 79 26 17 / 01 79 26 16 / 01 79 26 15 / 01 79 26 14 / 01 79 26 13 / 01 79 26 12 / 01 79 26 11 / 01 79 26 10 / 01 79 26 09 / 01 79 26 08 / 01 79 26 07 / 01 79 26 06 / 01 79 26 05 / 01 79 26 04 / 01 79 26 03 / 01 79 26 02 / 01 79 26 01 / 01 79 26 00

OPPRE VALABLE À LIBREVILLE ET PORT GENTIL  
LIVRAISON GRATUITE À PARTIR DE 300.000 FCFA TTC

electro  
TOUT POUR LE BUREAU

Nous construisons l'avenir  
SOLAIRE